

Article qui sera  
publié dans Profet-Info  
Analyse.

## STRATEGIE POUR L'EMERGENCE DES MOUVEMENTS PAYSANS

- I 1. Beaucoup d'O.N.G.D. dans la Sous-Région ont pour finalité l'émergence de mouvements de groupes de base; leur stratégie pour y parvenir est de s'appuyer sur des groupes de base, les Initiatives Locales de Développement (ILD).
2. Plutôt que de se lancer dans un discours théorique, nous souhaitons dégager à partir des choix opérés par les ILD et autres acteurs de la Sous-Région, les facteurs susceptibles de permettre ou de ne pas permettre l'évolution des formes actuelles d'association vers des mouvements de groupes de base; nous voudrions analyser les mécanismes par lesquels pourraient se former une action collective de ces groupes en se référant aux dynamismes propres des différentes forces sociales en présence.
3. Après avoir précisé le concept de "mouvements de groupes de base", un premier point sera de montrer que les ILD telles qu'elles existent dans la Sous-Région ne peuvent pas faire émerger des mouvements paysans; un deuxième point sera d'identifier les principaux obstacles à l'émergence de ces mouvements et un troisième point sera d'identifier les conditions de leur émergence.
4. Le concept de "mouvements sociaux" devrait être clarifié pour devenir opérationnel. L'existence des mouvements de groupes de base dans la Sous-Région supposerait que des paysans et leurs groupes de base deviennent une force sociale organisée; celle-ci, contrôlée par eux-mêmes, aurait la taille et le poids suffisant pour produire un changement d'organisation sociale et politique; un nouveau contrat social entre les forces en présence serait mis alors en place dans lequel les intérêts de la grande masse des producteurs seraient reconnus et légitimés aux yeux de tous les acteurs sociaux.
5. Ces mouvements présupposent que les paysans identifient leurs intérêts comme étant spécifiques et autonomes des autres catégories sociales et qu'ils reconnaissent avoir des valeurs et des motivations communes qu'ils veulent défendre.
- II 6. D'après Touraine, un véritable mouvement paysan devrait répondre à trois principes: celui d'identité par lequel les paysans défendraient leurs intérêts propres, celui d'opposition par lequel ils identifieraient le système contre lequel ils veulent lutter et les personnes qui l'incarnent, celui de totalité par lequel ils se référeraient aux valeurs et aux motivations qui soutiennent leur mouvement. (1)-

6. *La stratégie actuelle consiste à s'appuyer sur les groupes de base pour permettre l'émergence de mouvements paysans.* Personne ne nie que de nouvelles forces apparaissent dans le milieu, ni que de nouveaux acteurs y apportent un certain changement. Mais qui bénéficient des effets positifs des actions menées ? Y-a-t-il une **dynamique de changement** qui apparaît pour l'ensemble de la population, ou au contraire, les bénéficiaires ne sont que quelques **individus privilégiés**.
7. Une clef de la réponse est le **degré des solidarités** qui existe entre les membres des groupes de base entre eux, et entre ces membres et l'ensemble des autres paysans du milieu. La solidarité se construit en effet autour de la **convergence des intérêts** entre membres et non-membres; elle est une base nécessaire pour bâtir un mouvement paysan.
8. Les membres des groupes de base sont des lieux de confrontation entre les intérêts économiques individuels. Gérant en commun des biens, ils permettent d'enrichir une minorité de paysans qui tire profit des activités; ils créent de fait une **différenciation sociale** en permettant à quelques personnes d'acquérir des avantages matériels et financiers, ou un prestige social qu'elles n'auraient pas autrement. Les groupes **traditionnels** étaient conçus différemment; ils étaient basés sur la réciprocité, l'entraide et sur le principe du donner et du recevoir; ils ne permettaient pas l'enrichissement individuel des membres puisque les fruits des activités étaient **divisés** lors des fêtes entre tous les membres.
9. La grande majorité des ILD avec lesquelles nous travaillons ont pour finalité l'augmentation des revenus de leurs membres; leurs objectifs visent essentiellement le développement économique. Le critère de réussite est que les membres augmentent leur niveau de vie et deviennent des paysans plus riches que d'autres.
10. L'**intérêt commun** aux membres qui est à l'origine du groupe et qui est souvent **inavoué** est de **recevoir plus facilement** des moyens techniques et financiers. On se met ensemble pour parvenir à des moyens extérieurs qu'on ne peut obtenir sans se regrouper. Les paysans créent un groupement pour obtenir le marais de la commune, les femmes s'unissent pour obtenir un prêt pour un moulin. Pour accéder plus aisément à l'argent, le groupe **s'adapte** ses besoins à ce que veut le financeur; si ses priorités sont les femmes, elles se mettent ensemble et un volet "femmes" est créé. Si ses priorités sont l'environnement, un projet "reboisement" est mis en place... et ainsi de suite.

11. Les besoins réels, individuels et familiaux, et ceux de la communauté sont occultés par l'attrait du financement extérieur qu'il faut obtenir coûte que coûte. L'accès aux moyens techniques et financiers, n'est-ce pas le moyen nécessaire pour s'enrichir et se "développer"!

12. Tous les membres n'accèdent pas aux mêmes avantages dans le groupe. Les promoteurs, les fondateurs, ceux qui sont en contact avec l'extérieur, ceux qui ont le pouvoir bénéficient de droit à la mûne extérieure. Les politiciens de nos pays qui accèdent à l'argent par le pouvoir semblent faire école dans les ILD et ONG! L'argent froid de l'extérieur n'est pas utilisé pour le bien de tous, mais des individus se l'approprient. Les nombreuses crises que nous connaissons dans nos organisations, avec les vols et détournements dans la gestion, la lutte interne pour le pouvoir, le désintéressement des membres prouvent qu'elles sont le lieu de confrontation d'intérêts individuels et lucratifs.

13. D'autres signes révèlent que les ILD sont extraverties et orientées vers l'économie de marché; elles ne sont pas tournées vers le renforcement des solidarités entre les paysans. Les savoir et savoir-faire qui y circulent sont externes au milieu et à sa tradition. Le vocabulaire utilisé dans le jargon des ONG est celui de la "modernité" et du "développement"; des mots comme participation, sensibilisation, conscientisation, formation, appui, objectif, évaluation sont des énigmes pour les non initiés du milieu.

14. Les activités des ILD bénéficient très peu à chacun des membres. L'observateur externe se demande pourquoi les membres continuent de travailler ensemble alors que les fruits obtenus par chacun sont maigres. Le champ commun cultivé n'a pas la superficie voulue pour que chacun en reçoive sa part; il a été démontré souvent que le rendement d'un champ commun est moindre que celui des champs individuels. L'objectif que poursuit l'ILD n'est du reste pas celui-là; le champ est cultivé pour être montré aux visiteurs extérieurs et prouver que le groupe mène des activités; il sert de moyen pour parvenir aux financements.

15. Si les objectifs que se fixent les ILD sont purement à caractère économique, ils serviront toujours les intérêts d'un groupe restreint ; nous identifions ici la limite des ILD, notamment comme moyen d'émergence de mouvements paysans. Elles demeurent utiles pour la promotion individuelle des paysans. Nous masquons souvent cette réalité dans le monde du développement en véhiculant un discours idéologique; nous encourageons les membres à s'unir, à se renforcer mutuellement, à participer à la décision dans la préparation et la réalisation des activités, alors que celles-ci apportent une différenciation sociale en permettant seulement à quelques uns d'avoir un peu plus de revenus. Tant qu'il n'y aura pas d'intérêts véritables pour tout le monde rural dans les groupes de base, inutile de vouloir renforcer leur dynamisme interne par des démarches d'animation et de conscientisation. S'ils quelques uns ont des intérêts particuliers, ils le savent sans qu'on le leur disent et ils agissent en conséquence.

16. *Quels sont les principaux obstacles à l'émergence des mouvements paysans dans la Sous-Région ? Quelle stratégie mettre en place pour les surmonter ?*

17. Les principes d'identité, d'opposition et de totalité ne se retrouvent pas dans la société paysanne de la Sous-Région. L'absence de solidarité et d'action collective, la résignation et la démobilisation paysannes ne peuvent s'expliquer que par la conscience aigüe de la dévalorisation de leur mode de vie. Ils refusent leur identité de paysans et ne croient pas aux valeurs qui sont les leurs. Ils ne peuvent accepter la seule perspective qui leur semble ouverte qui est celle de se "reproduire à l'identique". Ils ne voient donc pas la nécessité de se doter de moyens politiques et idéologiques pour imposer aux autres catégories sociales la reconnaissance de leur identité d'une manière spécifique et autonome. Ils refusent donc de se doter d'un mouvement pour faire triompher leurs intérêts.

18. Les paysans représentent 95% de la population totale. Depuis le début de la colonisation et après les indépendances, jamais ils n'ont été consultés ou écoutés. Le pouvoir, inféodé à l'élite urbaine, a toujours été très fortement centralisé. Toute décision venait d'en haut; l'encadrement politique, administratif et technique, composé entièrement de non producteurs est au service des tenants du pouvoir et a toujours dicté ses ordres et ses consignes aux paysans, en y ajoutant une éventualité de sanction en cas de refus. Toutes formes de représentation et d'expression paysannes ont toujours été rejetées.

19. L'absence d'aspiration mobilisatrice chez les paysans s'explique par le désespoir d'être de plus en plus déclassés par rapport à ceux qui ont été "sélectionnés" par l'enseignement secondaire et par l'accès à un emploi rémunéré; ils ont conscience d'être délaissés et abandonnés au travail de la terre. Loin de reconnaître leur ennemi dans l'élite urbaine qui les exploite et dans les autorités qui sont à son service, leur désir le plus cher est de s'identifier et de s'assimiler à elle; ils deviennent complice de leur propre exploitation.
20. Puisqu'ils ne sont jamais consultés et que l'état ne les représente pas, ils ne peuvent s'exprimer qu'à travers des attitudes de refus ou de passivité pour réagir à ce qui leur est proposé depuis un siècle. Ils sont sans doute conscients de leur puissance potentielle massive et que l'état a besoin d'eux, mais cette conscience s'exprime d'une manière indirecte et réactive; Les échecs des différentes méthodes de vulgarisation agricole sont un bon exemple de réactions négatives paysannes. L'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur insertion sociale est faite de "carences" atteignant ce qu'ils ont de plus profond dans leur personne.
21. Le climat d'insécurité et de guerre a rendu la situation désespérée; les jeunes surtout supportent très mal l'absence d'autres perspectives que la "reproduction à l'identique", l'absence d'avenir dans l'agriculture et de tout devenir historique. Personne ne sait plus à quoi, ni à qui se raccrocher puisque les valeurs traditionnelles et culturelles ne sont plus des références et que la désorganisation sociale s'élargit de plus en plus. Privés de tout et ne sachant où s'exprimer, les paysans sont perméables à l'exploitation politique de l'ethnie et ils y trouvent le seul lieu où ils peuvent revendiquer et s'exprimer.
22. Au Rwanda et Burundi et, dans une certaine mesure au Kivu, un radicalisme ethnique a été injecté. Une guerre civile latente se déroule chaque jour devant nous; le génocide et les massacres ont laissé leurs traces de mort, de traumatismes et de divisions. La politisation de l'ethnicité a donné ses résultats : les divisions ethniques ont créé leur propre dynamique de sorte qu'aujourd'hui chacun a peur de l'autre ; la solidarité ethnique est devenue le seul refuge possible et le seul lieu d'expression. les populations paysannes se sont laissées manipuler par les politiciens parce qu'ils ne croyaient plus en eux-mêmes.

23. *Les conditions d'émergence des mouvements paysans découlent des obstacles rencontrés et décrits ci-dessus. = Solidarité.*
24. Pour qu'il y ait des mouvements paysans dans la Sous-Région, la **première condition** serait de désamorcer la dérive ethnique où nous nous trouvons actuellement. C'est un piège où le paysan est tombé: tant que les revendications paysannes sont identifiées d'une manière calculée à des problèmes ethniques, tant que les revendications des paysans hutu sont présentés sans tenir compte de celles des paysans tutsi, tant que les tutsi, inquiets pour leur avenir, se cantonnent dans des revendications à tendances sécuritaires, les mouvements paysans n'auront pas de base sur laquelle se construire au Rwanda et au Burundi. Tant que les ONG du Nord-Kivu n'auront pas une même vision sur l'intégration de tous les "nord-kivutiens", et n'auront pas proposé un nouveau contrat social où tous les habitants qui y vivent ont les mêmes droits, elles ne pourront susciter de mouvements paysans dans leur Région autre que des mouvements à base ethnique comme celui des "interhamwe" ou le "magrivi".
25. Expérimenter des nouvelles manières de travailler entre ethnies différentes, créer des espaces de liberté où s'expriment des nouvelles manières d'être et de vivre ensemble, est une étape nécessaire par où il faut passer. Se dire "paysans solidaires" et se rassembler en une même ethnie et une même communauté, parcequ'on se ressemble, c'est garder une mentalité de "société lignagère". Les mouvements paysans doivent dépasser cette "ressemblance communautaire" et être des lieux de rassemblement et de recherche de complémentarité dans lesquels il y a prise de conscience d'un avenir et destin communs en tant que paysans. Qu'ils se réunissent en dépassant leur tendance à privilégier les liens ethniques pour vivre un autre type de solidarités dans lesquelles ils sont différents les uns des autres, mais complémentaires.
26. **La deuxième condition** pour faire émerger les mouvements est que les paysans se trouvent des vrais alliés ; les ONGD n'ont pas encore une position claire de défenseurs des intérêts paysans. Elles jouent un rôle prépondérant au sein la société civile, mais est-ce pour y défendre leurs intérêts ou ceux des paysans ? Si elles défendaient les intérêts paysans, pourquoi n'ont elles pas réussi à y introduire des représentants paysans ? Ont-elles proposé un modèle de société où les règles du jeu social entre les paysans et les autres acteurs sont définies clairement et où les petits producteurs ont une existence politique ?

27. L'engagement des ONGD se mesure par les actions politiques qu'elles mènent sur terrain avec les paysans. Elles doivent adopter une distance critique et une indépendance par rapport au gouvernement quel qu'il soit; jusqu'ici les tentatives de réactions restent timides et elles préfèrent laisser parler les étrangers pour "sauver l'institution" et ne pas mettre en danger les responsables. Les projets de société des partis politiques (ils n'existent malheureusement pas toujours!), et les décisions prises par le gouvernement sont des occasions pour attirer l'attention sur leur implication pour les paysans. Elles ont aussi à manifester leur engagement par l'information et l'éducation politique dans le but de rendre les organisations paysannes plus critiques, d'augmenter leur capacité à l'insoumission et de trouver ensemble les voies qui les amèneront à participer au pouvoir et aux centres de décision.

28. Une dernière exigence pour parvenir à l'émergence de mouvements paysans est de s'appuyer sur un large réseau d'acteurs dans le milieu. Une approche qui privilégie l'ensemble des acteurs du monde rural, semble préférable à une approche centrée sur quelques ILD. Il s'agit de faire naître et de développer une solidarité la plus large possible entre les paysans. Ceux-ci sont parmi les nombreux acteurs du milieu: au sein des ILD et de leurs collectifs, dans les ONGD, mais aussi dans les communautés des églises, au sein des mouvements de jeunesse, et des autres associations. Parmi tous ces acteurs, il s'agit de favoriser la prise de conscience d'intérêts communs et l'adhésion à une même idéologie; pour cela, il faut inclure dans nos activités la dimension politique et culturelle.

Paris, juin 1995

Jo Bonduelle